

PRÉFECTURE DE L'ISÈRE

DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

GRENOBLE, LE 17 JUILLET 2006

AFFAIRE SUIVIE PAR : A. MICHEL
TEL : 04.76.60.48.89

Dossier n° 29168

A R R E T E N° 2006-05785

LE PREFET DE L'ISERE,
Officier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code de l'Environnement (partie législative) annexé à l'Ordonnance n° 2000-914, du 18 septembre 2000, notamment son Livre V, Titre 1^{er} (I.C.P.E.) ;

VU la loi n° 92-3, du 3 janvier 1992, dite "loi sur l'eau", modifiée ;

VU le décret n° 53-578, du 20 mai 1953, modifié ;

VU le décret n° 77-1133, du 21 septembre 1977, modifié, notamment l'article 18 ;

VU le décret n° 2004-1331 du 1^{er} décembre 2004 modifiant la nomenclature des installations classées et créant une rubrique spécifique (n° 2921) soumettant l'ensemble des tours aéro réfrigérantes à la législation des installations classées ;

VU l'ensemble des décisions ayant réglementé les activités exercées par la société INVENSIL au sein de son usine des Clavaux située sur le territoire de la commune de LIVET ET GAVET, et notamment les arrêtés préfectoraux N° 98-2855 du 4 mai 1998 et N° 2000-9323 du 20 décembre 2000 ;

VU la lettre de la société INVENSIL, en date du 28 avril 2005, portant à la connaissance du Préfet, suite à la publication en date du 7 décembre 2004 du décret n° 2004-1331 susvisé, l'exploitation d'une tour aéro réfrigérante au sein de son usine des Clavaux située sur la commune de LIVET ET GAVET ;

VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement Rhône-Alpes, en date du 11 avril 2006 ;

VU la lettre, en date du 28 avril 2006, invitant l'exploitant à se faire entendre par le Conseil Départemental d'Hygiène et lui communiquant les propositions de l'Inspecteur des Installations Classées ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène, en date du 12 mai 2006 ;

VU la lettre, en date du 1^{er} juin 2006, communiquant à l'exploitant le projet d'arrêté concernant son établissement ;

CONSIDERANT que cette installation de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air exploitée par la société INVENSIL au sein de son usine des Clavaux, d'une puissance thermique évacuée maximale de 10 465 kW, relève de la rubrique n° 2921-1a de la nomenclature des installations classées et est soumise à autorisation ;

CONSIDERANT que l'exploitant peut bénéficier des droits acquis au titre de la rubrique n° 2921, conformément aux dispositions de l'article L 513-1 du Code de l'Environnement ;

CONSIDERANT qu'il convient, en application des dispositions de l'article 18 du décret du 21 septembre 1977 susvisé, d'imposer des prescriptions complémentaires à la société INVENSIL afin de réglementer la tour aéro réfrigérante qu'elle exploite au sein de son usine des Clavaux sur la commune de LIVET ET GAVET et en vue de garantir les intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère ;

A R R E T E

ARTICLE 1er – Le paragraphe 1.1 de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral N° 98-2855 en date du 4 mai 1998 est supprimé et remplacé de la façon suivante :

La société INVENSIL (siège social : 517 avenue de la Boisse – 73000 CHAMBERY) est autorisée à exploiter sur le territoire de la commune de LIVET ET GAVET au sein de son usine des Clavaux, située route des six vallées, les installations classées suivantes :

Nature des activités	Volume des activités	Rubriques	Classement	Coefficient de redevance
X Fabrication de silicium à l'aide de deux fours électriques	Capacité de production : 30 000 t/an Four n° 1 = 23 MW Four n° 2 = 23 MW	2545	Autorisation	-
Y Dépôts de houille, coke de pétrole, charbon de bois	Quantité totale : 3800 t Houille : 3000 t Coke de pétrole : 525 t Charbon de bois : 275 t	1520-1	Autorisation	-
Y Installation de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air	1 tour aéro réfrigérante puissance : 10 465 kW	2921-1a	Autorisation	1
h Dépôt de bois	Volume stocké : 3500 m ³ (1000 t)	1530-2	Déclaration	-

Nature des activités	Volume des activités	Rubriques	Classement	Coefficient de redevance
X Broyage, concassage, criblage de silicium	Puissance installée : 126 kW	2515-2	Déclaration	-
X Dépôt de gaz combustibles liquéfiés (propane)	Volume : 70 m ³	1412-2b	Déclaration	-
X Emploi et stockage d'oxygène liquide	Volume : 35 m ³ soit 80 t	1220-3	Déclaration	-
X Ateliers de charge d'accumulateurs (8 emplacements)	Puissance maximale : 50 kW Puissance maximale de courant continu utilisable dans chaque atelier ≤ 10kW	2925	Déclaration	-
X Compression d'air	Puissance absorbée : 300 kW	2920-2b	Déclaration	-
Utilisation d'appareils contenant des PCB (condensateurs)		1180-1	Déclaration	-
Dépôts de liquides inflammables de 2 ^{ème} catégorie (aériens et enterrés)	Dépôt aérien : 25,75 m ³ Dépôt enterré : 17 m ³	1432-2	Non classée	-

ARTICLE 2 : L'article 3 des prescriptions particulières annexées à l'arrêté préfectoral N° 98-2855 du 4 mai 1998 est complété par un paragraphe 3.9 rédigé de la façon suivante :

3.9 « Installation de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air (Tour Aéro Réfrigérante) »

L'installation doit répondre aux dispositions de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 relatif aux installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air soumises à autorisation (JO du 31 décembre 2004), annexé au présent arrêté.

ARTICLE 3 : Les prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral N° 2000-9323 du 20 décembre 2000 sont abrogées.

ARTICLE 4 - Conformément aux dispositions de l'article 18 du décret du 21 septembre 1977 susvisé, des prescriptions additionnelles pourront être prescrites par arrêtés complémentaires pris sur proposition de l'Inspection des Installations Classées et après avis du Conseil Départemental d'Hygiène.

ARTICLE 5 - L'exploitant devra déclarer dans les meilleurs délais à l'Inspecteur des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui seraient de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement.

En cas d'accident, il sera tenu de remettre à l'Inspecteur des installations classées un rapport répondant aux exigences de l'article 38 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 susvisé.

ARTICLE 6 - Conformément aux dispositions de l'article 20 du décret du 21 septembre 1977 susvisé, tout exercice d'une activité nouvelle classée, toute transformation, toute extension de l'exploitation devra, avant sa réalisation, être portée à la connaissance du Préfet avec tous ses éléments d'appréciation.

Tout transfert dans un autre emplacement, d'une installation soumise à autorisation, devra faire l'objet d'une demande préalable au Préfet.

ARTICLE 7 - En cas d'arrêt définitif de l'installation, l'exploitant est tenu de notifier au Préfet la date de cet arrêt au moins 3 mois avant cette dernière, en joignant un dossier qui indique les mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité du site et les propositions sur le type d'usage futur du site, conformément à l'article 34-1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.

Les mesures précitées relatives à la mise en sécurité comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site,
- des interdictions ou limitations d'accès au site,
- la suppression des risques d'incendie ou d'explosion,
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

Au moment de la notification, l'exploitant transmettra également au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation, les documents en sa possession sur les activités de l'entreprise dont les propositions d'usage futur, dans les conditions fixées par l'article 34-2 du décret du 21 septembre 1977 modifié.

L'exploitant transmettra enfin au Préfet un mémoire de réhabilitation du site précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site, conformément aux dispositions de l'article 34-3 du décret précité. Les travaux et mesures de surveillance nécessaires pourront être prescrites par arrêté préfectoral au vu du mémoire de réhabilitation.

ARTICLE 8 - Un extrait du présent arrêté complémentaire sera tenu à la disposition de tout intéressé et sera affiché à la porte de la mairie de LIVET ET GAVET pendant une durée minimum d'un mois.

Le même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins de l'exploitant.

Un avis sera inséré, par les soins du Préfet de l'Isère et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

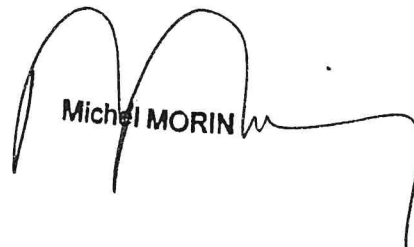
ARTICLE 9 – En application de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement, cet arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif de Grenoble, d'une part par l'exploitant ou le demandeur dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'autre part par les tiers dans un délai de quatre ans à compter de sa publication ou de son affichage.

ARTICLE 10 - Le présent arrêté doit être conservé et présenté à toute réquisition.

ARTICLE 11 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère, le Maire de LIVET ET GAVET et l'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société INVENSIL.

FAIT à GRENOBLE, le 17 JUIL. 2006

LE PREFET


Michel MORIN

